

RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

Le lourd passif historique comme frein

De par le lourd contentieux historique entre les deux pays, les relations algéro-françaises ne pouvaient prétendre à une «rectitude» comme c'est le cas de celles qu'entretient l'Algérie avec d'autres pays. Peut-être que c'est à ce niveau que se situe le caractère «exceptionnel» que l'on veut, des deux côtés, conférer à ces relations.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Des relations bilatérales qui ne devaient, donc, être que «sinusoïdales» au gré des conjonctures politiques dans les deux pays. Et la perspective des élections présidentielles du printemps prochain en France n'a fait que «pimenter» davantage ce «contentieux», à coups de sorties pour le moins «provocatrices» de responsables et d'officiels français de haut rang. Il faut dire que la politique algérienne de la France a de tout temps été convoquée lors des campagnes électorales, notamment celle des présidentielles. Il en est de même du côté algérien dont le pouvoir «instrumentalise» la question selon son agenda.

Et ce ne sont pas le fameux tweet du premier ministre Manuel Valls, montrant Abdelaziz Bouteflika, qui le recevait à l'issue de sa visite officielle à Alger, en avril dernier, affaibli et le regard hagard, ou encore les propos de Guillaume Denoix de Saint Marc, président de l'Association française de victimes du terrorisme (AFVT), qui a assimilé les actions des moudjahidine pendant la guerre de Libération nationale à des actes terroristes, citant nommément Zohra Bitat-Drif et Djamil Bouhired, en rappelant l'atten-

tat du Milk-Bar du 30 septembre 1956. Si le tweet du Premier ministre français, qui avait ajouté de «l'eau au moulin» des partisans de la «vacance du pouvoir» au plus haut sommet de l'Etat et a suscité de l'indignation parmi l'entourage du Président, a été suivi d'une levée de boucliers de la part du Premier ministre, du ministre des Affaires étrangères et des Relations internationales et de l'ensemble du cercle présidentiel, il n'en a pas été de même pour la seconde attaque puisque le silence perdure encore du côté officiel. Ce que, d'ailleurs, Zohra Drif-Bitat a regretté, estimant que «l'Etat et le gouvernement sont responsables de la défense et de la protection de tout l'héritage de notre glorieuse guerre de Libération nationale, de ses acteurs et de ses symboles». Il était attendu, dit-elle, de «mon Etat, de mon gouvernement et de mon ministre de tutelle qu'ils assument leurs responsabilités constitutionnelles».

Il y a également le dossier des moines de Tibhirine, qui a connu, cela dit, une évolution significative avec des prélèvements de leurs têtes ramenés en France par une juge française, en juin dernier. Ou, plus récemment encore, l'affaire des crânes des combattants algériens tombés



Photos : DR

en début de colonisation française et conservés actuellement au musée de l'Homme de Paris et à propos desquels Alger fait tout pour leur rapatriement et leur inhumation dans le pays.

Ou encore la question de la repentance qui rajoute une couche au clivage entre les deux pays, Paris refusant encore des excuses à l'Algérie pour ses meurtres et exactions commis par son armée durant l'occupation du pays. Et ce, en dépit d'une évolution relative de l'opinion publique dans l'Hexagone à ce sujet puisque, selon un récent sondage, 52% des Français sont favorables à ces excuses officielles.

Cela dit, pour Ramtane Lamamra qui inaugurerait, vendredi dernier, le nouveau consulat d'Algérie à Marseille, le partena-

riat d'exception entre l'Algérie et la France doit nécessairement avoir comme artisan l'élément humain. Et d'estimer que les Algériens vivant en France et les Français se rendant en Algérie constituent un «pont extraordinairement créatif entre Marseille et Alger» et sont un «témoignage sur les relations algéro-françaises qui sont très bonnes, toujours vouées à se fixer de nouveaux horizons, de nouvelles ambitions».

Et à son homologue français, Jean-Marc Ayrault, de lui rendre la monnaie, considérant que les relations entre Alger et Paris sont «très bonnes et dans la bonne voie» et qu'elles «n'ont jamais été aussi confiantes et fécondes».

M. K.

MESDOUR (BOUIRA)

Un ex-GLD assassiné et délesté de son fusil

Dans la nuit d'avant-hier, peu avant minuit, un ex-GLD, le dénommé B. S., âgé de 51 ans, a été retrouvé mort à Benghar, localité située à 2 kilomètres du chef-lieu de la commune de Mesdour, à 30 kilomètres au sud de Bouira dans la daïra de Bordj-Okhris, a-t-on appris hier de sources concordantes.

D'après nos sources, la victime qui habite au chef-lieu de la commune de Mesdour, a quitté la maison familiale vers 13 heures pour une partie de chasse, en se dirigeant vers la localité de Benghar, située à 2 kilomètres de la ville. Le soir venu, ne le voyant pas revenir, ses enfants alertèrent la Gendarmerie nationale et entamèrent des recherches avec les voisins et les proches parents. Quelques heures plus tard, la victime a été retrouvée inerte et totalement nue avec des traces d'agression au cou, alors que son fusil de chasse ainsi que son portable sont introuvables.

Hier dans la matinée, tandis que la police scientifique était sur les lieux pour prendre les empreintes, les éléments de la Gendarmerie nationale ont ouvert à leur tour une enquête pour déterminer les circonstances exactes de ce crime et retrouver les auteurs.

Pour leur part, les éléments de l'ANP se sont, dès la matinée, déployés dans la région pour une opération de ratissage des lieux et de la forêt avoisinante à la recherche d'éventuels terroristes ; ce d'autant que la victime était un élément des Groupes de légitime défense qui avaient participé activement dans la lutte antiterroriste durant les années quatre-vingt-dix du siècle dernier.

H. M.

62^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION DE NOVEMBRE 1954

Le FLN réitère sa revendication de repentance de la France

Réitération de la revendication de repentance de la France, désapprobation de l'hommage rendu par la France aux harkis et défense du bilan de Bouteflika. C'est la substance de la communication du FLN en ce 62^e anniversaire du 1^{er} Novembre.

Dans un communiqué de presse diffusé hier à l'occasion du 62^e anniversaire du déclenchement de la Révolution de Novembre 1954, le parti du Front de libération nationale (FLN) a réitéré sa revendication liée à la repentance de la France sur les crimes commis pendant la colonisation. «Au FLN, nous sommes fiers de notre victorieuse Révolution et ses héros martyrs et nous insistons sur notre légitime demande de repentance de la France sur les crimes commis par son régime colonialiste à l'encontre du peuple algérien», assène-t-on.

Le communiqué, signé par le secrétaire général du FLN, n'a, néanmoins, pas manqué d'exprimer l'indignation du parti face aux déclarations assimilant l'action militaire des moudjahidine au terrorisme mais, aussi sa désapprobation de l'hommage rendu dernièrement par la France aux harkis. Et de souligner les atrocités endurées par le peuple algérien pendant la colonisation afin d'exprimer la détermination du FLN à ne jamais lâcher prise avant que la France ne fasse officiellement acte de repentir. «Peut-on oublier ce qu'a enduré le peuple algérien sous la colonisation et la répression à laquelle il a été soumis ? Peut-on oublier les assas-



Les paras du général Massu à La Casbah d'Alger.

sinats, la torture, la déportation ? C'est cela le colonialisme et son histoire, elle est faite de crimes, de sang et de pratiques inhumaines. C'est un véritable génocide qui n'a épargné ni l'homme ni son histoire, ni son identité. Et malgré cela, il y a des gens qui parlent de bienfaits de la colonisation, on rend hommage aux harkis et on qualifie la Révolution de terrorisme et ses honorables martyrs de terroristes», s'indigne-t-on. Le secrétaire général du FLN a par ailleurs consacré une bonne partie de ce communiqué à la défense du bilan de Bouteflika. Il s'est surtout attardé sur son projet de réconciliation nationale avant de saluer les efforts de l'Armée nationale et populaire dans sa lutte continue contre le terrorisme. «Nous exprimons à l'occasion

nos vœux les meilleurs au président de la République ainsi qu'à ses frères moudjahidine (...) Son bilan mérite tous les égards aussi bien sur le plan national qu'international. C'est l'homme de la concorde, de la réconciliation et de la paix (...) Nous exprimons aussi notre gratitude envers l'Armée nationale et populaire, digne héritière de la glorieuse Armée de libération nationale qui accomplit ses missions constitutionnelles avec professionnalisme, perpétuant les valeurs de la Révolution et ne ménageant aucun effort pour protéger l'unité du pays et son intégrité territoriale ainsi que dans la lutte contre le terrorisme résiduel, le crime organisé et le trafic de drogue», conclut-on.

L. H.